



***A déposer en mairie pour le 11 mars  
2026***

# ASSOCIATIONS

## DEMANDE DE SUBVENTION(S)

Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations art. 9-1 et 10  
Décret n° 2016-1971 du 28 décembre 2016

## Commune de Crédin

## 1. Identification de l'association

**Nom - Dénomination :** .....  
**Site web :** .....

**Adresse du siège social :** ..... **Code postal :** ..... **Commune :** .....

**Adresse de gestion ou de correspondance (si différente) : .....**  
**Code postal : .....** **Commune : .....**

## Président de l'association :

Nom : ..... Prénom : .....  
Fonction : .....  
Téléphone : ..... Courriel : .....

**Identification de la personne chargée de la présente demande de subvention (si différente du président) :**

Nom : ..... Prénom : .....  
Fonction : .....  
Téléphone : ..... Courriel : .....



**A déposer en mairie pour le 11 mars  
2026**

## **2. Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée**

Nombre de bénévoles : <i>Bénévole : personne contribuant régulièrement à l'activité de l'association de manière non rémunérée.</i>	
Nombre de volontaires : <i>Volontaire : personne engagée pour une mission d'intérêt général par un contrat spécifique (par exemple Service Civique)</i>	
Nombre total de salarié(e)s :	
Adhérents Crédinois :	



**A déposer en mairie pour le 11 mars  
2026**

### **3. Compte de résultat n-1 de l'association**

à joindre à la présente demande  
(vous pouvez utiliser le modèle de budget prévisionnel)

### **4. Budget<sup>1</sup> prévisionnel de l'association**

Année 20 .. ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
60 - Achats	0	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation	0
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 – Services extérieurs	0		
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	0	Conseil.s Départemental(aux)	
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité. publications			
Déplacements. missions		Communes. communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires. autres			
63 – impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf. etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>0</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>0</b>

<sup>1</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros



**5. Projets**

<b>Intitulé du ou des projet(s)</b>	<b>Descriptions</b>	<b>Bénéficiaires</b>



## 6. Attestations

**Le droit d'accès aux informations prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès du service ou de l'établissement auprès duquel vous déposez cette demande.**

Je soussigné(e), (nom, prénom) .....

représentant(e) légal(e) de l'association : .....

**Déclare :**

- que l'association est à jour de ses obligations administratives<sup>2</sup>, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondant) ;
- exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics ;
- que l'association respecte les principes et valeurs de la **Charte des engagements réciproques** conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux, et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte ;
- que l'association a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières, -ou en numéraire- et en nature) sur les trois derniers exercices (dont l'exercice en cours)<sup>3</sup> ;
  - inférieur ou égal 500 000 euros
  - supérieur à 500 000 euros
- demander une subvention de :  
..... **€ au titre de l'année ou exercice .....**  
**20**
- Que cette subvention, si elle est accordée, sera versée au compte bancaire de l'association (**joindre impérativement un RIB**).

Fait, le .....

à



<sup>2</sup> Déclaration de changement s de dirigeants, modifications de statuts, etc. auprès du greffe des associations – préfecture ou Sous-préfecture.

<sup>3</sup> Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 29 septembre 2015, à la Décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 et au Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et au Règlement (UE) n° 140/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis.